

Editorial



**Le 14 juin :
une puissance extraordinaire pour le retrait
de la loi El- Khomri...
qui appelle une suite à la hauteur !**

Cet éditorial est écrit au lendemain du 22 juin qui a vu le gouvernement, après le recours au 49-3, prétendre interdire la manifestation du 23, pour imposer contre la majorité de la population, des salariés et des organisations syndicales majoritaires le projet de loi El Khomri.

La réponse de Force Ouvrière, par la voix de Jean-Claude Mailly, ne s'est pas faite attendre exigeant d'être reçu. Le gouvernement a dû reculer...

A la sortie de l'audience, Jean-Claude Mailly rappelait : « *Nous avons obtenu le respect de la liberté de manifester, une liberté fondamentale, c'est une victoire pour la démocratie. Sur des questions sociales, il n'y avait pas eu d'interdiction de manifester pour une confédération syndicale depuis 1958.* »

Le gouvernement croit-il pouvoir bâillonner la puissance du 14 juin ?

Croit-il pouvoir briser la détermination du million de manifestants venus de toute la France et briser la grève appelée par FO, la CGT, la FSU et SUD ? Croit-il en refusant d'entendre l'exigence de retrait pouvoir briser la détermination des salariés à obtenir le retrait du projet de loi El Khomri pour s'opposer à la destruction de notre code du travail ? Croit-il ainsi faire disparaître les 70 % de la population qui sont opposés au projet de loi Travail ?

Face à ces vagues successives depuis 4 mois, le gouvernement joue la provocation, la répression et s'isole chaque jour davantage. Le 15 avril nous écrivions : « *le gouvernement et ses alliés comptent sur l'essoufflement de la mobilisation, ils ont tort* ». Rien n'est plus vrai deux mois plus tard. La preuve a été faite à nouveau le 23 juin.

Notre détermination est intacte

Et chaque jour, ce gouvernement fait la preuve de sa volonté de continuer son offensive contre nos droits collectifs, y compris en mettant en péril la démocratie. A l'image de nos collègues en EREA qui par la grève, les manifestations, le rassemblement au ministère le 1^{er} juin, exigent depuis 5 mois le maintien de tous les postes d'EEI en EREA et font face à la ministre avec une détermination plus grande encore.

Et maintenant ?

De l'issue de ce combat dépend en partie la mise en œuvre des projets ministériels contre le statut particulier des PE et leur statut de fonctionnaire d'Etat.

De la mise en œuvre de PPCR à la modification de nos obligations réglementaires de services en passant par la suppression des postes d'EEI en EREA, par l'expérimentation des classes communes CM2/6^{ème} en collège, par la tentative du maire de Saint-Doulchard (18) de s'arroger le droit d'annuler un jour de classe pour organiser sa propre sortie au Futuroscope ; la logique de l'inversion de la hiérarchie des normes du projet de loi El Khomri est présente dans tous les projets ministériels.

Force Ouvrière avec l'intersyndicale rappelle ce 24 juin : « (...) *Le gouvernement a la responsabilité pleine et entière de trouver, une issue à cette crise.*

Si le gouvernement reste sourd, elles appelleront à poursuivre la mobilisation durant le débat parlementaire, début juillet (...) ».

Ce face à face, qui dure depuis maintenant 4 mois, devant un gouvernement qui n'hésite pas à sortir le 49-3, à interdire les manifestations, doit trouver sur le terrain de la lutte de classe une suite à la hauteur. ■

Montreuil, le 24 juin 2016

Norbert Trichard
Secrétaire général